



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PREFECTURE DE LA REUNION**

Saint Denis, le 13 décembre 2017

**A R R E T E N° 2724 du 13/12/2017/SPRINR/ UER**

Modifiant l'arrêté N°754 du 10/05/2016/SPRINR/UER

**Relatif à la délivrance d'un agrément pour l'exploitation d'un établissement de l'enseignement de la conduite des véhicules terrestres à moteur et de la sécurité routière (EXTENSION DEUX-ROUES)**

dénommé

**« AUTO-ECOLE ALLAMELE ECO FORMATION CONDUITE »**

-==--

**LE PREFET DE LA REUNION**

Chevalier de la Légion d'Honneur

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le Code de la Route, notamment ses articles L.212-1 et suivants, L.213-1 et suivants, R.212-1 à R.213-6 et R.223-5 à R.223-10 ;

**Vu** la loi n° 99-505 du 18 juin 1999 portant diverses mesures relatives à la sécurité routière ;

**Vu** la loi n° 2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance, notamment son article 23 (I, II, et III) ;

**Vu** la loi n° 2011-12 du 5 janvier 2011 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union Européenne ;

**Vu** le décret n° 2009-1678 du 29 décembre 2009 modifié par le décret n° 2010-272 du 15 mars 2010 du Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de la Mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat, relatif à l'enseignement de la conduite et à l'animation des stages de sensibilisation à la sécurité routière ;

**Vu** le décret n° 2011-1475 du 09 novembre 2011 modifié, portant diverses mesures réglementaires de transposition de la directive 2006/126/CE relative au permis de conduire ;

**Vu** l'arrêté du 8 décembre 2008, modifiant l'arrêté du 8 janvier 2001 relatif à l'autorisation d'enseigner, à titre onéreux, la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**Vu** l'arrêté du 8 janvier 2001 fixant les conditions d'agrément de la formation à la capacité de gestion pour exploiter, à titre onéreux, un établissement d'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**Vu** l'arrêté du 8 janvier 2001 modifié relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**Vu** l'arrêté du 8 janvier 2001 créant un registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**Vu** l'arrêté du 8 janvier 2001 relatif aux conditions d'agrément des associations qui s'appuient sur la formation à la conduite et à la sécurité routière pour faciliter l'insertion ou la réinsertion sociale ou professionnelle ;

**Vu** l'arrêté du 20 avril 2012 modifié, fixant les conditions d'établissement de délivrance et de validité du permis de conduire ;

**Vu** l'arrêté du 8 novembre 2012 modifié fixant les conditions d'obtention du brevet de sécurité routière correspondant à la catégorie AM du permis de conduire ;

**Vu** l'arrêté du 17 janvier 2013 relatif à la formation requise pour les titulaires de la catégorie B du permis de conduire en vue de la conduite d'un ensemble composé d'un véhicule tracteur relevant de la catégorie B auquel est attelée une remorque (extension B96) ;

**Vu** la décision n° 2017/07/12 DIR 55 du 13/07/2017 portant subdélégation de signature à certains agents placés sous l'autorité du Directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la Réunion (DEAL);

**Considérant** le dossier présenté en date du 13 décembre 2017 par Monsieur ALLAMELE Jean Laurent en vue d'une extension de la catégorie (AM-A1-A2) et d'être autorisé à exploiter l'établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

**Sur proposition** du délégué principal au permis de conduire et à la sécurité routière, chef de l'unité éducation routière ;

## A R R E T E

**Article 1<sup>er</sup>** - L'autorisation d'exploiter un établissement de l'enseignement de la conduite des véhicules terrestres à moteur et de la sécurité routière.

- Délivré à : **Monsieur ALLAMELE Jean Laurent**
- Sous le numéro : **E 12 974 0004 0**
- Dénommé : **AUTO-ECOLE ALLAMELE ECO FORMATION CONDUITE**
- Située : **20 Rue François Vitry 97470 SAINT BENOIT**

**Article 2** - L'établissement est habilité, au vu des autorisations d'enseigner fournies, à dispenser les formations aux catégories de permis suivantes : **AM-A1-A2-B**

**Article 3** - Cet agrément est délivré pour une durée de cinq ans à compter de la date du présent arrêté.

Sur demande de l'exploitant présentée deux mois avant la date d'expiration de la validité de son agrément, celui-ci sera renouvelé si l'établissement remplit toutes les conditions requises.

**Article 4** - En cas d'extension, la validité quinquennale de l'agrément d'origine n'est pas remise en cause. Sur demande de l'exploitant présentée deux mois avant la date d'expiration de la validité de son agrément, celui-ci sera renouvelé si l'établissement remplit toutes les conditions requises.

**Article 5** - Le présent agrément n'est valable que pour l'exploitation d'un établissement, à titre personnel par son titulaire, sous réserve de l'application des prescriptions de l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001 susvisé.

**Article 6** - Pour tout changement d'adresse du local d'activité ou toute reprise de ce local par un autre exploitant, une nouvelle demande d'agrément d'exploiter devra être présentée deux mois avant la date du changement ou de la reprise.

**Article 7** - Pour toute transformation du local d'activité, tout changement de directeur pédagogique, tout abandon ou toute extension d'une formation, l'exploitant est tenu d'adresser une demande de modification du présent arrêté.

**Article 8** - L'agrément peut-être à tout moment suspendu ou retiré selon les conditions fixées par les articles 12 à 14 de l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001 susvisé.

**Article 9** - Le présent agrément et toute décision affectant sa validité seront enregistrés dans le registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière créée par l'arrêté du 8 janvier 2001 précité.

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s'adressant DEAL 2, rue Juliette Dodu CS 41009 – 97743 SAINT-DENIS CEDEX 9.

**Article 10** - L'article 3 de l'arrêté préfectoral n°754 du 10/05/2016/SPRINR/UER susvisé est modifié ainsi qu'il suit : extension pour les catégories "AM-A1-A2"

**Article 11** - Les autres articles de l'arrêté préfectoral susvisé restent inchangés.

**Article 12** - Le délégué principal au permis de conduire et à la sécurité routière, chef de l'unité éducation routière est chargé, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs.

**Pour le Préfet,  
Le délégué principal au permis de  
conduire et à la Sécurité Routière,  
Chef de l'Unité Education Routière**



**Hervé DELAIRE**

